



Date de dépôt : 27 mai 2026

Rapport

**de la commission des finances chargée d'étudier le projet de loi
du Conseil d'Etat approuvant les états financiers individuels de
l'Hospice général (HG) pour l'année 2025**

Rapport de Thomas Wenger (page 3)

Projet de loi (13828-A)

approuvant les états financiers individuels de l'Hospice général (HG) pour l'année 2025

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu les articles 58, lettre h, et 60, lettre e, de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013 ;
vu l'article 33 de la loi sur l'organisation des institutions de droit public, du 22 septembre 2017 ;
vu l'article 20 du règlement sur l'établissement des états financiers, du 10 décembre 2014 ;
vu les états financiers de l'Hospice général (HG) pour l'année 2025 ;
vu la décision du conseil d'administration de l'Hospice général (HG) du 2 mars 2026,
décrète ce qui suit :

Article unique Etats financiers

¹ Les états financiers individuels de l'Hospice général (HG) comprennent :

- a) un bilan ;
- b) un compte d'exploitation ;
- c) un tableau des variations du capital ;
- d) un tableau des flux de trésorerie ;
- e) une annexe contenant un résumé des principes et méthodes comptables, des notes détaillant les différents postes du bilan et du compte d'exploitation, ainsi que les autres informations requises par le référentiel comptable.

² Les états financiers pour l'année 2025 sont approuvés.

Rapport de Thomas Wenger

La commission des finances, sous la présidence de M^{me} Emilie Fernandez, a voté le projet de loi mentionné en titre lors de sa séance du 20 mai 2026.

Les travaux de la commission sur ce projet de loi ont été notamment suivis par les représentants du département des finances, à savoir MM. Olivier Fiumelli, secrétaire général adjoint, et Pierre-Emmanuel Beun, directeur financier et comptabilité.

M. Raphaël Audria, secrétaire scientifique, a assisté la commission lors de ses travaux. M. Aurèle Dupuis a pris le procès-verbal en question. Qu'ils en soient remerciés.

Audition de l'Hospice général, séance du mercredi 29 avril 2026

L'Hospice général est auditionné dans le cadre de l'examen de la politique publique « C Cohésion sociale ».

Sont présents pour l'audition :

- M. Steeves Emmenegger, président du conseil d'administration ;
- M. Christophe Girod, directeur général ;
- M^{me} Audrey Behague, directrice des finances ;
- M. Fabrice Ressicaud, chef de service aux finances.

M. Emmenegger dit en préambule que l'Hospice général qui est aujourd'hui exposé à des critiques et des interprétations divergentes sur son rôle et son fonctionnement poursuit ses missions avec constance et responsabilité dans un contexte exigeant. A ce jour, les prestations ont toujours été versées en temps et en heure. En outre, il ajoute qu'aucun migrant sous la responsabilité de l'Hospice n'a dormi dans la rue. Dès début 2024, la dégradation de la situation sociale à Genève a été identifiée, soit avant la mise en œuvre de la nouvelle loi (LASLP). L'Hospice général a rapidement pris des mesures par rapport à cette situation. L'institution est le dernier filet de l'aide sociale dans le canton. Les comptes 2025 reflètent la précarité grandissante à Genève.

L'Hospice n'est pas la maladie mais le thermomètre d'une précarité en forte hausse

M. Emmenegger dit qu'il y a une hausse du montant des prestations versées au titre de l'aide sociale de 18%, soit 80 millions par rapport à l'année 2024 et 39 millions par rapport au budget. En matière d'asile, malgré un nombre

moyen de bénéficiaires en hausse de près de 600 personnes, les prestations sont en baisse de 10,5 millions par rapport à 2024 (-8%), ce qui génère une économie budgétaire de 4,3 millions. Il dit que les coûts de fonctionnement sont maîtrisés avec une économie budgétaire de 6,5 millions. Il est important de souligner que l'Hospice général n'est pas la maladie, mais le thermomètre qui permet de mesurer l'état de la situation socio-économique du canton. Dans un marché du travail qui se péjore, l'Hospice travaille notamment sur la réinsertion.

M. Girod revient sur la hausse extraordinaire des années précédentes. Il précise d'emblée que cette hausse a commencé à l'été 2023, puis s'est poursuivie en 2024 (LIASI) et s'est encore renforcée en 2025 avec la nouvelle loi (LASLP). En cumulant les années 2023, 2024 et 2025, cette hausse représente une augmentation de 40% des dossiers à l'aide sociale. Dès 2024, il dit que l'Hospice a voulu analyser les raisons de cette hausse. Dans ce but, M. Girod dit qu'une task force interinstitutionnelle a été créée. Ensuite, un bureau d'étude spécialisé (BASS) a été mandaté pour effectuer une étude auprès de toutes les personnes ayant ouvert un dossier à l'aide sociale entre l'été 2023 et le 31 août 2025 pour comprendre leurs parcours. La question centrale fut la suivante : pour quelles raisons ces personnes ont dû faire appel à l'Hospice ?

Quels sont les facteurs du recours à l'aide sociale ?

Les constats de cette étude ont confirmé ceux d'autres études : **la perte d'emploi (40% des répondants) et la diminution des revenus (diminution du taux d'emploi : 70% des répondants) sont des facteurs importants.** A ces deux facteurs principaux, d'autres éléments viennent s'ajouter : **le divorce/la séparation (40% des répondants).** M. Girod rappelle ici que Genève détient le record au niveau suisse du nombre de séparations et divorces, très loin devant les autres cantons. Il y a encore des **enjeux liés à la santé (45% des répondants)**, notamment chez les jeunes et les seniors. Enfin, il cite également la formation qui à Genève est une machine à précarité malheureusement **(formation interrompue par environ 25% des répondants âgés de 18 à 25 ans).**

En plus de ces constats, M. Girod dit qu'il y a d'autres constats spécifiques. De plus en plus de bénéficiaires des autres assurances sociales (AI, AC, SPC) ont besoin d'un complément d'aide sociale pour faire face à leurs charges. Pour l'AI, en deux ans, le nombre de personnes qui touchent une rente partielle AI et qui ont besoin également de l'aide sociale a plus que doublé. Pour l'assurance-chômage, il y a la même tendance. M. Girod dit ensuite qu'on observe le même phénomène pour les SPC ; sur ce point, en plus de ceci, la

nouvelle loi (la LASLP) prévoit le transfert d'environ 450 dossiers SPC à l'aide sociale, ce qui accentue mathématiquement cette statistique.

M. Girod aborde ensuite quelques particularités socio-économiques du canton de Genève. Il dit que Genève a un taux de familles monoparentales très élevé (GE : 10,3% ; CH : 4,9%). En comparaison suisse, Genève a un taux deux fois plus élevé. Il ajoute ceci : un quart des familles monoparentales touchent une prestation d'aide sociale à Genève alors que seulement 6,5% de la population genevoise est à l'aide sociale. M. Girod dit ensuite qu'à Genève, **61% des têtes de dossiers à l'aide sociale sont sans formation professionnelle**. Ce taux est à 20% dans la population genevoise : sans formation, il y a trois fois plus de possibilités de faire appel à l'aide sociale. Genève est au 1^{er} rang suisse pour la formation tertiaire (25 à 64 ans), il est en revanche avant-dernier pour ce qui relève de la formation professionnelle. M. Girod fait ici une comparaison spectaculaire entre Genève et la Suisse : **seuls 4% des élèves sortant du secondaire I optent pour une formation professionnelle à Genève ; au niveau helvétique, ce pourcentage est à 60%**.

Autre particularité, M. Girod dit que **Genève a le plus bas revenu disponible par tête au niveau suisse**. Ici aussi, Genève est distancé par les autres cantons. Cette situation particulière accroît les possibilités de basculer à l'aide sociale à la moindre baisse de revenu. Genève a le taux de travailleurs pauvres le plus élevé de Suisse. Il faut ici acter que la précarité augmente à Genève. Dans la période d'inflation à la suite du COVID, les économies des Genevoises et Genevois ont baissé.

Concernant les contrôles en vigueur à l'Hospice, M. Girod laisse les commissaires prendre connaissance des éléments de la présentation annexée. Il y a aussi des mesures institutionnelles qui ont été prises pour faire face à cette hausse.

M^{me} Behague dit que deux défis ont été définis : expliquer l'impact financier de l'entrée en vigueur de la LASLP entre 2024 et 2025 et, d'un autre côté, ajuster les modèles économétriques. Elle ajoute que pour réaliser ces études, l'idée était de s'appuyer aussi bien sur les équipes de l'Hospice que sur des prestataires externes (cabinet CORESO). Concernant l'impact financier de la LASLP, la simulation a été la suivante : si les règles de la LIASI étaient encore en vigueur, quel serait le montant des dépenses ? Selon les hypothèses prises en compte, l'impact de la nouvelle loi se situe entre 15 et 17 millions de francs (donnée ici issue du travail des équipes de l'Hospice). Par ailleurs, le cabinet CORESO a comparé une dizaine de modèles et a donné une fourchette large de valeurs plausibles. Le résultat de ce prestataire externe a été que 6 des 10 meilleurs modèles estiment l'impact de la LASLP entre 14 et 17 millions de francs. En conclusion, sur l'augmentation des prestations délivrées en 2025

(+80 millions de francs environ), il y a seulement entre 14 et 17 millions qui sont expliqués par l'entrée en vigueur de la LASLP. Ce n'est donc pas cette nouvelle loi qui explique la hausse importante des prestations.

M^{me} Behague dit qu'une autre étude portant sur la construction budgétaire a été faite. Les objectifs ici étaient de limiter le plus possible les écarts entre les budgets et les comptes, fiabiliser les projections financières et anticiper au plus tôt les éventuelles demandes de crédits supplémentaires. Sur cette étude, le travail a été fait avec l'UNIGE. M^{me} Behague dit qu'un professeur d'économie s'est chargé de proposer des améliorations des méthodes actuellement utilisées par l'Hospice. Il en ressort qu'à plus de 3 mois, il est très difficile de correctement anticiper. Cependant, les méthodes proposées par le prestataire permettent d'améliorer les résultats, mais uniquement à court terme. Il y a un autre constat digne d'intérêt : plus la prévision est détaillée (par type de bénéficiaires par exemple), plus elle est instable et sensible aux aléas. M^{me} Behague dit que la conclusion est qu'il est difficile pour l'Hospice de faire mieux que ce qui est fait présentement. Elle ajoute qu'il y a toutefois toujours une volonté d'améliorer les modèles et de gagner en efficience.

Dans l'enchaînement de ce qui a été dit, M. Ressicaud aborde les variations comptes-budget et propose une synthèse des comptes 2025. Sur l'aide sociale, l'augmentation de +18% par rapport à 2024 se caractérise par **une forte hausse des dossiers (+2479 dossiers)**. Le coût moyen est en hausse (+2,3% par rapport à 2024), ce qui avait été prévu. Il y a un dépassement de 39 millions de francs par rapport au budget 2025. Il rappelle la demande de crédit supplémentaire de 51,4 millions faite à la commission des finances : cette demande a été refusée. Par suite de ce refus, M. Ressicaud dit que le département de la cohésion sociale a par conséquent versé une subvention supplémentaire de 48,3 millions de francs pour permettre à l'Hospice général de remplir ses obligations légales de versement de prestations.

Sur l'aide aux migrants, M. Ressicaud dit que les choses sont différentes. Il y a eu une augmentation importante de bénéficiaires (+580 personnes) et, dans le même temps, les prestations nettes de 120,1 millions de francs à la charge du canton ont diminué de 10,5 millions malgré une hausse des prestations indirectes. Par rapport à cette hausse des bénéficiaires, l'Hospice a mis en place un plan d'économies afin de maîtriser le budget sur 2025. M. Ressicaud ajoute ceci : ces hausses de charges ont donc été compensées par une baisse des charges de personnel. Il dit qu'il y a eu ici des efforts considérables faits par les équipes de l'Hospice sur ce point. Pour le résultat de fonctionnement, il y a 6 millions d'écarts par rapport au budget (une sous-consommation budgétaire) : cet écart est dû à un turnover important.

Un député (MCG) mentionne qu'il y a, parmi les personnes qui bénéficient de l'aide sociale, environ 1600 personnes titulaires d'un titre universitaire. Il demande s'il ne faudrait pas aussi cibler cette catégorie de population et pas uniquement les personnes sans formation.

M. Girod répond que la majorité des nouveaux dossiers sont des personnes sans formation, mais qu'il y a évidemment aussi des personnes avec formation qui font appel à l'aide sociale. Il ajoute que le fait d'avoir une formation facilite une réinsertion dans le monde du travail. M. Emmenegger ajoute qu'une formation universitaire n'est pas forcément synonyme d'emploi. Il indique que de nombreuses formations universitaires sont de plus en plus concurrencées par l'intelligence artificielle (journalisme, médecins, avocats). Il précise qu'il y a aujourd'hui des personnes avec des formations très spécifiques qui ont beaucoup de peine à intégrer le marché de l'emploi.

Concernant la santé des jeunes, une députée (PLR) aimerait savoir si on constate la même progression de demandes à l'aide sociale pour cette catégorie de population dans les autres cantons, en mettant de côté la question de la formation.

M. Girod répond que les statistiques fédérales récentes montrent que la population suisse en général se sent moins en santé qu'il y a 2-3 ans. En matière de santé, on a atteint l'équivalent de l'année 2020 (mal-être physique et mental). Ce mal-être touche principalement les jeunes et les seniors. Sur ce point, Genève n'est pas une exception et est représentatif de la Suisse.

Plusieurs questions sont posées sur l'aide aux personnes migrantes. M. Ressicaud répond que l'on continue d'observer une hausse des bénéficiaires. Automatiquement, il y a un effet clair de hausse des coûts. Il ajoute que les recettes de la Confédération ne permettent pas de couvrir l'entier de ces coûts sur l'aide aux migrants. Ainsi, plus il y a une hausse des personnes, plus les coûts pour le canton seront élevés. Un plan d'économies a été mis en place pour tenter d'amoindrir cette augmentation. En parallèle, vu qu'il y a plus de monde dans le dispositif, il y a aussi plus de recettes fédérales. Ces deux effets ont engendré une réduction des coûts. Sur l'hébergement, de nombreux efforts ont été mis en place.

Un député (LC) dit que l'Hospice est une institution fondamentale. Il ajoute que force est de constater que le thermomètre est en surchauffe au niveau budgétaire et que le taux de réinsertion est en deçà des objectifs, malgré les mesures prises. Il souhaite une réaction des auditionnés sur le cadre général, notamment sur les taux de sortie.

Du fait de la nouvelle loi, M. Girod dit qu'en 2025 plusieurs changements ont eu lieu à ce niveau. Il indique que le taux de sortie a commencé à augmenter

récemment. Sur ce point, les réformes portent leurs fruits. Il dit qu'il y a un problème de coordination et de centralisation et que des réflexions sont menées sur ces éléments pour gagner en efficience.

Un député (S) aborde la question de la perte d'emploi comme facteur explicatif.

M. Girod répond qu'effectivement la perte d'emploi est un facteur important. Il rappelle que tout le monde n'a pas droit au chômage : on observe le cumul de petits emplois, souvent non déclarés. Il cite une statistique intéressante : parmi les dossiers à l'aide sociale, il y a seulement 18% des cas qui sont des personnes en fin de droit au chômage. Plus de 80% des nouvelles situations qui font appel à l'aide sociale ne passent pas du tout par l'étape chômage.

Le député demande ensuite ce qu'il en est des variations concernant les non-entrées en matière par rapport aux dernières années.

M. Girod répond qu'il y a une augmentation. Le chiffre des demandes refusées était à 12 millions en 2019, il a aujourd'hui quasiment doublé à plus de 20 millions.

Une députée (PLR) demande quelles sont les perspectives au niveau de l'asile et sur quelle base ces chiffres sont établis.

Pour ce qui est de l'asile, M. Ressicaud répond que, pour établir les budgets, l'Hospice se base essentiellement sur les scénarios du SEM (Secrétariat d'Etat aux migrations). M. Girod ajoute que, pour l'année 2026, le SEM prévoit une hausse des arrivées. En revanche, il ajoute qu'à l'aide sociale, les entrées ont fortement chuté au cours du premier trimestre 2026. Il y en avait 1200 en 2025 ; on se situe à 400 au même moment de l'année en 2026. Il dit que ce n'est pas possible d'analyser aujourd'hui les raisons de ce phénomène.

Discussion et vote, séance du 20 mai 2026

1^{er} débat

La présidente met aux voix l'entrée en matière du PL 13828 :

Oui : 10 (2 PLR, 1 LJS, 2 Ve, 2 MCG, 3 S)

Non : —

Abstentions : 3 (2 UDC, 1 LC)

L'entrée en matière est acceptée.

2^e débat

La présidente procède au vote du 2^e débat :

Titre et préambule Pas d'opposition, adopté

Article unique Pas d'opposition, adopté

3^e débat

La présidente met aux voix l'ensemble du PL 13828 :

Oui :	10 (2 PLR, 1 LJS, 3 S, 2 Ve, 2 MCG)
Non :	—
Abstentions :	3 (2 UDC, 1 LC)

Le PL 13828 est accepté.

Conclusion

Au vu de ces explications, la commission des finances prie le Grand Conseil de suivre son avis en acceptant ce projet de loi.

Annexe : présentation des comptes 2025 de l'Hospice général



Présentation des comptes 2025

Commission des finances du 29 avril 2026



Hospice général

Mieux vivre
ensemble à Genève

Agenda

- Le contexte : une hausse majeure des dossiers d'aide sociale de 2023 à 2025
- Les études menées en 2024 et 2025
- Les comptes 2025

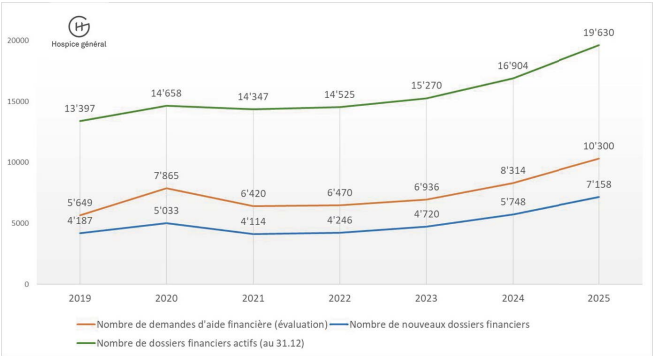
HAUSSE DES DOSSIERS D'AIDE SOCIALE

22.04.2026

3

Hausse des entrées à l'aide sociale 2023 – 2025 : Des causes multifactorielles et structurelles

Une hausse majeure des demandes d'aide sociale : + 40 % entre 2023 et 2025



Les analyses menées dès le 2^{ème} semestre 2024

Constat

- Hausse des demandes d'aide sociale depuis l'été 2023 (après la crise sanitaire et l'inflation qui a suivi)
→ l'Hg a analysé la situation et les données

Enseignements issus des analyses internes

- Les personnes qui sollicitent l'Hg rencontrent plusieurs difficultés cumulées (financières, santé, endettement, etc.) → multi-causalité des demandes d'aide sociale, complexité des parcours de vie
- Parmi ces causes multiples, aucune ne se détache très distinctement (hormis les problèmes financiers : perte d'emploi, plus d'épargne)
- Toutes les catégories socio-économiques de demandeurs (personnes seules, couples, familles, jeunes, seniors, etc.) augmentent (alors) dans des proportions quasi-identiques

Actions entreprises

- Constitution d'une **Task Force interinstitutionnelle** (DCS, Hg, communes, associations)



Hospice général

Task Force DCS sur l'évolution de la précarité à Genève (février 2025)

Constat

- La hausse des demandes d'aide sociale est constatée par et auprès de tous les acteurs

Objectifs

- Identifier les causes de la hausse des demandes et évaluer les impacts financiers de cette hausse
- Proposer des mesures concrètes pour faire face à cette hausse et des pistes pour tenter de la contenir

Enseignements

- Une hausse due aux facteurs structurels et sociétaux du canton de Genève (cf. *infra*)
- La hausse des demandes d'aide sociale, qui marque toujours un temps de retard sur les difficultés économiques, fait suite à la crise sanitaire (perte de revenu, fonte des économies) et à la soudaine inflation qui a suivi
- Certaines catégories socio-démographiques semblent plus touchées que d'autres (*working poors* notamment, jeunes et seniors également)
- La multi-causalité des raisons pour lesquelles les personnes déposent une demande d'aide sociale est à nouveau constatée

Action(s)

- Mandat un bureau d'étude spécialisé (BASS) pour analyser les trajectoires des bénéficiaires avant le recours à l'aide sociale



Hospice général

Etude BASS : méthodologie

Mandat d'étude

Comprendre les trajectoires avant le recours à l'aide sociale

Méthodologie

Enquête menée en septembre/octobre 2025 auprès des nouvelles situations ouvertes par l'Hg entre août 2023 et août 2025

Questionnaire développé conjointement par BASS et l'Hg

35 questions :

- caractéristiques socio-démographiques des nouvelles situations
- changements intervenus dans le parcours de vie des personnes avant leur demande d'aide sociale
- raisons de la demande d'aide sociale
- situation actuelle des bénéficiaires qui ont ouvert un droit durant la période considérée (état de santé, vision du futur, etc.)

Taux de réponse : 19% (2'128 réponses sur 11'168 questionnaires envoyés)

Réponses reflétant adéquatement les caractéristiques socio-démographiques des nouvelles situations 2023-25



Hospice général

Etude BASS : constats

« Etude sur la trajectoire précédant l'ouverture d'un dossier d'aide sociale : nouvelles situations (2023-2025) »

Rapport final du bureau d'études de politique du travail et de politique sociale BASS SA, 18 décembre 2025

Principaux constats

Les principales raisons pour lesquelles les répondants ont demandé l'aide sociale sont les suivantes :

- **Dégradation de leur situation économique :**
 - Perte d'emploi (ca. 40% des répondants)
 - Diminution de revenu (ca. 70% des répondants)
- **Autres facteurs**
 - Divorces / séparations (ca. 40% des répondants)
 - Santé (ca. 45% des répondants, une cause notamment constatée chez les jeunes et les 55+)
 - Formation (interrompue par ca. 25% des répondants âgés de 18-25 ans)
- **2/3 des demandeurs cumulent ad minima 2 facteurs**

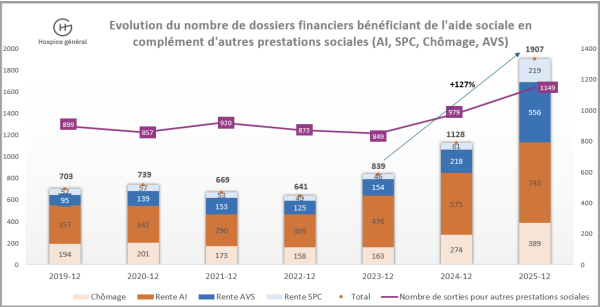


Hospice général

En complément : constats spécifiques Hg (1/3)

L'aide sociale comme complément aux autres assurances sociales

De plus en plus de **bénéficiaires des autres assurances sociales** (AI, AC, SPC) ont besoin d'un complément d'aide sociale pour faire face à leurs charges (*détails et explications dans les slides suivants*)



Constats spécifiques Hg (2/3)

Assurance invalidité : un report croissant vers l'aide sociale

Le nombre de dossiers d'aide sociale en complément d'une rente AI a plus que doublé en 2 ans

De plus en plus de personnes au bénéfice d'une rente AI partielle ont besoin de l'aide sociale pour faire face à leurs charges

Depuis 2008 (1^{ère} réforme fondamentale de l'AI), et au fil des réformes successives, on constate un report de charges de la Confédération vers les cantons (cf. OFAS - <https://www.news.admin.ch/fr/nsb?id=81151>)

Assurance chômage : augmentation des situations «de complément»

Le nombre de dossiers d'aide sociale en complément de l'assurance chômage a plus que doublé en 2 ans

De plus en plus de personnes au bénéfice d'un revenu de l'assurance chômage (avec un bas salaire lorsqu'elles étaient en emploi) ont besoin d'un complément d'aide sociale pour faire face à leurs charges

Constats spécifiques Hg (3/3)

Prestations complémentaires : des revenus insuffisants pour couvrir les charges

De plus en plus de personnes au bénéfice de prestations complémentaires AVS ou de prestations complémentaires Familles (PCFam) ont besoin d'un complément d'aide sociale pour faire face à leurs charges

En 2025, comme prévu par La LASLP, certains dossiers du service des prestations complémentaires (SPC) qui bénéficient d'un complément d'aide sociale ont été transférés du SPC à l'Hg:

- Les dossiers au bénéfice d'une rente AVS et qui n'ont pas droit à une prestation complémentaire mais sont au bénéfice d'un complément d'aide sociale
- Les dossiers au bénéfice de prestations complémentaires Familles mais dont le revenu, en sus des prestations complémentaires, ne leur permettent pas de faire face à leurs charges

Un total de 459 dossiers à fin 12.2025 (288 dossiers en moyenne annuelle) ont ainsi été transférés.



Hospice général

Particularités socio-économiques du canton de Genève (1/2)

Monoparentalité

Taux de familles monoparentales dans la population : GE = 10.3 % | CH : 4.9%

Un quart (ca. 25%) des familles monoparentales touchent une prestation d'aide sociale à Genève (souvent en complément de prestations complémentaires Familles) alors que seuls 6.5% de la population genevoise est à l'aide sociale

Les familles monoparentales, tout comme les couples avec enfants, sont des catégories particulièrement vulnérables dès lors qu'elles se situent dans le bas de la fourchette des revenus (*working poors*)

Sans formation professionnelle (25-64 ans)

A Genève, 61% des têtes de dossiers à l'aide sociale sont sans formation professionnelle vs. 20% dans la population genevoise en général (= le taux le plus bas du pays)

En Suisse, 49% des personnes à l'aide sociale n'ont pas de formation professionnelle au-delà de la scolarité obligatoire (diplôme du secondaire II) vs. 14% dans la population en général

Si Genève est au 1^{er} rang suisse pour la formation tertiaire (25-64 ans), il est avant-dernier pour la formation professionnelle (diplôme du secondaire II)

- Seuls 4% des élèves sortant du secondaire II optent pour une formation professionnelle | 60% en Suisse
- 60% des 18-24 ans à l'aide sociale sont sans formation professionnelle

Malgré son économie fortement tertiaisée, la force de travail certifiée est souvent transfrontalière



Hospice général

Particularités socio-économiques du canton de Genève (2/2)

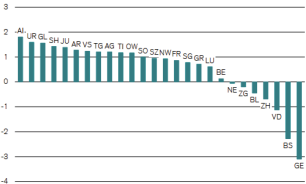
Revenu disponible régional (RDI) par unité économique Après déduction des prélèvements obligatoires, des impôts, des frais de logement et des primes LAMal

Source : Etude Crédit Suisse, « Là où la vie est la moins chère », Mai 2021

Les Genevois ont le RDI le plus bas de Suisse

Tous les types de ménage (cf. page 29)

RDI, indicateur synthétique, Suisse = 0, 2021



Source: Credit Suisse

En outre, Genève est le canton suisse avec le plus grand nombre de contribuables à faible revenu.

Cette situation accroît le nombre de *working poors*, susceptibles de basculer à l'aide sociale à la moindre baisse de revenu ou en cas de dépense inattendue

Rappel des contrôles Hg en vigueur

Si l'Hg n'a pas de prise sur les causes de l'augmentation des dossiers, il a relevé le défi de la hausse des demandes d'aide sociale à périmètre de ressources de fonctionnement (EPT) quasi-constant

Optimisation administrative : gestion documentaire des usagers

Les informations financières des ayants-droits sont vérifiées et contrôlées à partir des documents idoines mais ces derniers ne sont plus conservés :

- Cette optimisation vise à diminuer les frais de garde de documents (gestion documentaire à la place des usagers, coûts informatiques) et à gagner du temps au profit des usagers

Contrôles centralisés : enquêtes

- Toutes les demandes d'aide sociale font l'objet d'une **enquête d'ouverture** (vérification de la subsidiarité et des éléments de fortune tels que véhicule, etc.)
 - En 2025, l'Hg n'a pas donné suite à ca. 800 demandes pour un montant total de ca. 20 millions de francs
- Les dossiers en cours font l'objet d'**enquêtes** subséquentes, sur signalement des travailleurs sociaux ou des gestionnaires financiers et administratifs (ou de tiers externes à l'Hg)
- Des enquêtes sur les dossiers en cours sont effectuées selon un ordre aléatoire permettant d'assurer une représentativité statistique (x années d'aide, lettres alpha, centre d'action sociale, etc.)

Mesures institutionnelles prises par l'Hg (1/2)

Mesures structurelles et organisationnelles - objectif : accélération des sorties

Création d'une nouvelle **direction Insertion et Soutien opérationnel**

→ afin de recentrer l'Action sociale sur sa mission d'accueil, d'accompagnement et d'orientation

- Repositionnement des conseillers en insertion professionnelle dans les centres d'action sociale afin de permettre au plus vite l'orientation des nouveaux demandeurs proches du marché de l'emploi vers un parcours d'insertion professionnelle
- Renforcement de l'unité Contact entreprises
 - Développement de partenariats (stages professionnels)
 - Placements
- Evaluation systématique de toutes les mesures socio-professionnelles (stages, cours, etc.)
 - Toutes les mesures sont évaluées (efficacité, rapport efficacité / coût, etc.)
 - Certaines mesures seront abandonnées (« mesures parking »)
 - Renégociation des contrats (conditions-cadres de la mesure, suivi individuel, etc.)



Hospice général

Mesures institutionnelles prises par l'Hg (2/2)

Restructuration et réorientation de Point jeunes

Le service de l'Hg en charge des jeunes de 18-24 ans est en voie de restructuration

- Les ressources du service sont restructurées et réorientées afin de renforcer l'intensité de l'accompagnement et permettre une orientation plus rapide des jeunes vers une formation. Cela fait écho à 2 nouveaux dispositifs (pilotes par le DCS) :
- « **Jeunes adultes en formation actifs et actives** » (JAFA) qui permet de sortir les 18-24 ans sans diplôme du secondaire II en leur offrant coaching et bourse de formation
 - projet pilote lancé par Arrêté du Conseil d'Etat le 2 octobre 2024
- « **Objectif jeunes** » qui vise l'insertion par le sport, les arts et la culture, la nature ou le numérique

Futur de l'accompagnement social à l'Hg

Une réflexion est en cours sur le futur de l'accompagnement social et de l'insertion à l'Hg :

- Faire face à la hausse des dossiers (fluidité et rapidité de prise en charge/traitement)
- Faire diminuer le nombre de dossiers en charge par collaborateur

Des mesures structurelles et organisationnelles ont été / seront prises courant 2026



Hospice général

Conclusions de ces études et constats

L'aide sociale reste le dernier filet de protection sociale

La perte d'emploi / baisse de revenu = première raison expliquant le dépôt d'une demande d'aide sociale

Précarité grandissante dans le canton

La hausse des dossiers, qui a débuté en été 2023 (avant l'entrée en vigueur de la LASLP), fait suite à la crise sanitaire (perte d'emploi) et à l'inflation qui a suivi (diminution de l'épargne), s'est poursuivie jusqu'à fin 2025

Les personnes qui ont besoin de l'aide sociale font face à plusieurs problèmes simultanément

Perte d'emploi, baisse de revenu (des *working poors* notamment), divorces/séparations, problèmes de santé, etc.

Les carences de formation professionnelle au sein de la population tendent à augmenter les entrées à l'aide sociale

Les personnes concernées recourent plus rapidement/fréquemment à l'aide sociale et y restent plus longtemps

Les problèmes de santé rencontrés par une part grandissante de la population (jeunes notamment) tendent aussi à augmenter les entrées à l'aide sociale

→ 45% des personnes à l'aide sociale à Genève rencontrent un problème de santé vs. 85% de la population suisse qui se déclare en bonne santé

→ Réflexion en cours entre le DCS, l'Hg et le DS pour identifier des pistes de solutions

Les mesures du **Plan directeur cantonal pour l'employabilité** (PDEm) doivent permettre aux institutions devant insérer des personnes fragilisées sur le marché du travail (OCE, Hg et AI) de développer un modèle qui optimise les placements en emploi (sur l'exemple du modèle neuchâtelois)



Hospice général

LES AUTRES ÉTUDES MENÉES EN 2025

Etudes visant à mesurer l'impact de la réforme LASLP sur les prestations 2025

Objectif : Evaluer l'effet de l'entrée en vigueur de la LASLP dans la croissance des dépenses des prestations sociales entre 2024 et 2025

Etude Hg

- Méthode : Sur la base de la population effective de bénéficiaires de 2025, estimation du montant de prestations que ces personnes auraient obtenues si la LIASI était encore en vigueur.
- Résultat : Impact estimé de 15-17 millions de francs

Etude confiée à un prestataire externe – Spécialiste en analyses quantitatives - CORESO

- Méthode : application de modèles économétriques (10 modèles utilisés), donnant une fourchette large de valeurs plausibles
- Résultat : 6 des 10 meilleurs modèles estiment l'impact entre 14-17 millions de francs

Conclusion :

Les deux méthodes (Hg et externe) donnent un ordre de grandeur cohérent de l'évaluation de l'effet financier de la LASLP

La hausse des dépenses d'aide sociale en 2025 (+ 79.2 millions de francs) ne s'explique pas de manière déterminante par l'entrée en vigueur de la LASLP mais principalement par la hausse du nombre de dossiers.



Amélioration de la construction budgétaire et des prévisions d'aide sociale

Objectif : Limiter les écarts entre les budgets et les comptes ; fiabiliser les projections financières et anticiper au plus tôt les éventuelles demandes de crédits supplémentaires

Mandat confié à l'Université de Genève

- Objectif : proposer des améliorations des méthodes actuellement utilisées par l'Hg
- Principaux résultats :
 - Les méthodes proposées par le prestataire (*mise en place de modèles statistiques basés sur la décomposition de séries temporelles*) permettent d'améliorer les résultats, mais uniquement à court terme (horizon de 3 à 6 mois), au-delà, elles se révèlent imprécises. Dès lors, l'utilité peut apparaître limitée dans un contexte où le PFQ est préparé plus de 9 mois avant le début de l'année considérée.
 - Arbitrage précision vs granularité : plus la prévision est détaillée (par type de bénéficiaires par exemple), plus elle est instable et sensible aux aléas.
 - Volatilité sur certains flux : les entrées/sorties de l'aide sociale sont difficilement prévisibles, les volumes étant faibles (d'un point de vue statistiques), les taux d'erreur proportionnellement élevés.

Conclusion :

Sur la base de cette étude, aucun modèle ou méthode n'est en mesure d'améliorer significativement la construction du budget et les prévisions de dépenses d'aide sociale.



LES COMPTES 2025

22.04.2026

21

Les comptes 2025 de l’Hospice général en synthèse

Une année à nouveau marquée par une forte hausse du nombre de bénéficiaires de l’aide sociale, tandis que l’aide aux migrants affiche une croissance plus modérée qu’en 2024

Aide sociale

Éléments marquants

- Le montant de prestations nettes versées est en hausse de 79.2 millions de francs / +18.0% par rapport à 2024, dans un contexte de première année d’entrée en vigueur de la LASLP et de forte hausse du nombre de bénéficiaires, avec **18’648 dossiers financiers** en moyenne, soit une augmentation de 2,479 dossiers / **+15.3%**, dont environ un tiers n’aurait pas été éligible sous la LIASI (nouveaux barème RASLP).
- Le coût moyen des dossiers financiers est en hausse de 54 francs / +2.3% par rapport à 2024, notamment dû à la hausse des prestations induite par les nouveaux barèmes (RASLP) et ce, malgré un effet positif sur le coût moyen induit par la hausse des bénéficiaires en emploi.

Justification des écarts au budget

- Des prestations nettes d’aide sociale de **519 millions de francs**, en **dépassement de 39 millions de francs** par rapport au budget 2025.
- La demande de crédit supplémentaire de 51.4 millions de francs a été refusée par la commission des finances du 8 octobre 2025.
- Ce refus ne remettant pas en cause l’obligation légale de l’Hospice général de verser les prestations dues à toute personne éligible, le département de la cohésion sociale a par conséquent versé une subvention supplémentaire de 48.3 millions de francs pour permettre à l’Hospice général de remplir ses obligations légales de versement de prestations.



Les comptes 2025 de l'Hospice général en synthèse

Une année à nouveau marquée par une forte hausse du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale, tandis que l'aide aux migrants affiche une croissance plus modérée qu'en 2024

Aide aux personnes migrantes

Eléments marquants

- Le nombre moyen de bénéficiaires s'élève à 11'120, en augmentation de 580 personnes / +5.5% par rapport à 2024.
- Les prestations nettes de 120.1 millions de francs à charge canton sont en diminution de 10.5 millions de francs / -8.0% par rapport à 2024, malgré un effet volume de 8.0 millions de francs et une hausse des prestations indirectes (activités de réinsertion, frais financiers). Ces hausses de charges ont été compensées par une baisse des charges de personnel qui résulte d'un plan d'économie et d'une internalisation d'EPT sur le fonctionnement rendu possible grâce à une dotation complémentaire autorisée.

Justification des écarts au budget

- D'un point de vue budgétaire, l'exercice 2025 se clôture avec un excédent de 4.3 millions de francs.
- Un plan d'économie a été engagé et a notamment permis de contenir le montant des charges d'hébergement (repas, sécurité, infrastructure) sur Palexpo et plusieurs autres sites d'hébergement. La hausse de 8.4 millions de francs / +6.9% des recettes fédérales a également permis d'absorber la hausse des charges.

C01 – Aide sociale

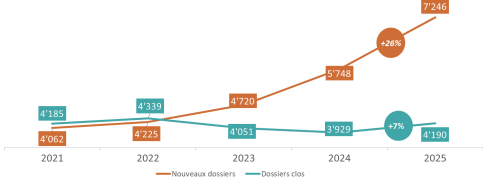
Chiffres en MCHF

	2025	2025	Comptes	2024	Comptes
	Comptes	Budget	2025 vs Budget	Comptes	2025 vs 2024
AIDE SOCIALE (C01)					
Nombre de dossiers financiers (en moyenne)	18 648	16 732	1 916	16 169	2 479
AIDE SOCIALE Prestations nettes	518.6	479.9	38.7	439.4	79.2
Prestations usagers brutes	583.4	531.1	52.3	494.3	89.1
Prestations directes	552.7	498.9	53.8	468.1	84.6
Prestations indirectes	30.7	32.1	-1.5	26.2	4.5
Remboursements (Assurances, AI, chômages,...)	-64.4	-50.8	-13.6	-54.2	-10.2
Refacturations usagers et tiers	-0.4	-0.4	0.0	-0.6	0.2
SUBVENTION PRESTATIONS D'AIDE SOCIALE	-528.2	-479.9	-48.3	-439.4	-88.8
RESULTAT PRESTATIONS AIDE SOCIALE					
RESTITUTION ETAT (-) ou COUVERTURE DEFICIT (+)	-9.6	0.0	-9.6	0.0	-9.6

- En 2025 le montant des prestations nettes est de 519 millions de francs, soit une augmentation de 79 millions de francs comparé à 2024.
- La très forte hausse du nombre de dossiers financiers (+2,479 dossiers en moyenne, soit +15.3%) constitue le facteur le plus significatif de cette augmentation. Le 31 décembre 2025 l'Hg assurait le suivi de 19,630 dossiers financiers, soit 31,720 personnes.
- Les autres facteurs sont l'augmentation du coût moyen (+2.3%), dû à la hausse des prestations induite par les nouveaux barèmes RASLP et ce, malgré un effet positif induit par la hausse des bénéficiaires en emploi.

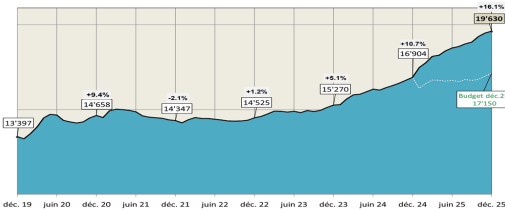
C01 - Aide sociale

Evolution du nombre de nouveaux dossiers et des dossiers clos



- Très forte hausse des entrées à l'Aide sociale (+26% vs 2024)
- Genève connaît l'un des revenus disponibles les plus bas de Suisse, ainsi que le taux de familles monoparentales le plus élevé (deux fois le taux moyen suisse).
- Légère hausse du nombre de dossiers sortis (+7% v 2023) due principalement à une hausse des sorties vers une autre prestation sociale (notamment les sorties pour indemnités chômage et rente SPC), avec une hausse de +14%. En revanche, le nombre de sorties liée à une prise d'emploi est en baisse par rapport à 2024 (-11%). Pour 2026, on estime que le nombre de sorties pour emploi devrait augmenter.

Evolution du nombre de dossiers financiers en photos de fin de période



- 19,630 dossiers financiers à fin 2025 (31,720 personnes), soit +2,726 dossiers versus décembre 2024 (+16.1% en photo).
- Cette progression est quasi 2 fois supérieure à celle de 2020, une année déjà exceptionnelle en raison de la crise sanitaire.
- Cette tendance haussière, qui a débuté au dernier trimestre 2023, s'est ralentie au premier trimestre 2026

| 25

C05 – Aide aux migrants

Chiffres en MCHF

ASILE (C05)

	2025 Comptes	2025 Budget	Comptes 2025 vs Budget	2024 Comptes	Comptes 2025 vs 2024
Nombre de bénéficiaires du dispositif (moyenne)	11 120	10 700	420	10 540	580
ASILE Prestations nettes	120.1	124.4	-4.3	130.6	-10.5
Prestations brutes ASILE	266.4	273.8	-7.4	269.0	-2.5
Prestations assistance et santé	152.6	151.6	1.0	147.5	5.1
Prestations hébergement	89.8	94.4	-4.6	89.9	-0.1
Prestations indirectes	24.1	27.8	-3.7	31.6	-7.5
Remboursements fédéraux	-130.7	-134.316	3.6	-122.3	-8.4
Autres remboursements et refacturations	-15.7	-15.1	-0.6	-16.1	0.5
SUBVENTION PRESTATIONS ASILE TOTALE	-124.4	-124.4	0.0	-130.6	6.2
RESULTAT PRESTATIONS ASILE	-4.3	0.0	-4.3	0.0	-4.3
RESTITUTION ETAT (-) ou COUVERTURE DEFICIT (+)					

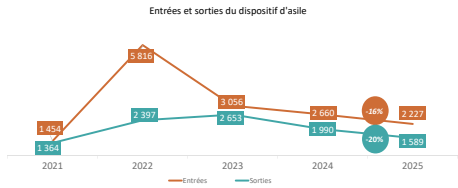
- En 2025 le montant des prestations est de 120.1 millions de francs, soit une baisse de 10.5 millions de francs comparé à 2024, notamment dû à la pérennisation d'EPT (transfert neutre de 9 millions de francs de budget de prestations au budget de fonctionnement).
- Les prestations d'assistance et de santé augmentent légèrement moins (+3%) que la population prise en charge (+5%). La forte hausse des coûts de santé (+9%), ainsi que le passage au barème RASLP des réfugiés statutaires et des bénéficiaires de l'aide d'urgence (+2.0 millions de francs) est partiellement atténuée par une économie sur les frais de repas dans les structures d'hébergement (Palexpo).
- Les dépenses d'hébergement sont stables malgré la hausse du nombre de bénéficiaires, grâce à un plan d'économie incluant notamment la fermeture du centre d'hébergement de Palexpo.



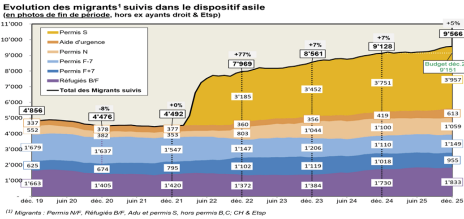
Hospice général

| 26

C05 – Aide aux migrants



- En 2025, les nouvelles entrées en provenance des centres fédéraux sont en baisse de 19%.
- Les autres types d'entrées (naissances, regroupements...) sont également en baisse (-12%).
- Les sorties du dispositif Hg sont en baisse de 20% par rapport à 2023.



- Au 31 décembre 2025, 11,485 personnes (+5.9% vs déc.24) sont enregistrées dans le dispositif de l'aide aux migrants dont 9,566 migrants (+4.8% vs déc.24).
- 3'957 permis S (+5.5% vs déc.24) sont suivis dans le dispositif asile à fin 2025, soit 41% des migrants.
- 955 permis AP+7 (-9.4% vs déc.23), pour lesquels il n'y a plus de subventions de la Confédération.

Fonctionnement

Chiffres en MCHF

	2025 Comptes	2025 Budget	Comptes 2025 vs Budget	2024 Comptes	Comptes 2025 vs 2024
FUNCTIONNEMENT					
Total Dotation ¹ EPT (en photo au 31.12)	1'420	1'442	-21	1'357	63
Charges de personnel ²	176.2	180.1	-3.8	161.8	14.4
Charges d'exploitation	16.4	22.2	-5.9	20.0	-3.6
TOTAL CHARGES	192.6	202.3	-9.7	181.8	10.8
Produits SEM	-29.7	-30.5	0.8	-25.2	-4.6
Autres produits	-7.2	-8.5	1.3	-7.6	0.4
Résultat immobilier	-32.5	-30.6	-1.9	-32.8	0.3
TOTAL PRODUITS HORS SUBVENTION	-69.4	-69.6	0.2	-65.5	-3.9
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	-129.7	-129.7	0.0	-117.5	-12.2
RESULTAT FONCTIONNEMENT / Déficit = (+) - avant besoin d'économies Hg - hors réévaluation du parc immobilier et restitution	-6.5	+3.0	-9.5	-1.2	-5.3
Réévaluation du parc immobilier / Déficit = (+)	-49.7			-33.5	
RESULTAT FONCTIONNEMENT / Déficit = (+)	-56.3	+3.0	-59.2	-34.7	-21.6

(1) = Total de l'ensemble du personnel HG (en EPT), y compris celui dont les coûts sont basculés en prestations (renfort Asile) ou refacturés
(2) = charges de personnel sous déductions des coûts basculés en prestations ou refacturés

Fonctionnement

- Charges de personnel : 176.2 millions de francs, soit une hausse de 14.4 millions de francs par rapport à 2024 due à
 - la pérennisation d'EPT (transfert neutre de 9 millions de francs de budget de prestations au budget de fonctionnement).
 - la hausse du nombre d'EPT (notamment 9 EPT validés au budget 2025 et 35 EPT en surnuméraire pour faire face à la forte hausse du nombre de dossiers à l'aide sociale)
- Charges d'exploitation : 16.4 millions de francs, soit une baisse de 3.7 millions de francs en comparaison de 2024, notamment dû à l'impact d'une dotation de provision pour risque de 3.0 millions de francs en 2024.
- Subventions et autres produits : 36.9 millions de francs, en hausse de 4.2 millions de francs par rapport à 2024, notamment grâce à une augmentation des subventions fédérales (hausse du nombre de migrants dans le dispositif).
- Résultats immobiliers : 32.5 millions de francs, en baisse de 0.3 million de francs par rapport à 2024, malgré la hausse des loyers, en raison de l'augmentation des amortissements suite à la mise en service de nouveaux bâtiments.
- Evaluation du parc de rapport : l'institution procède chaque année à l'évaluation de son parc immobilier de rapport à la juste valeur (selon la méthode DCF - Discounted Cash Flow). Le résultat 2025 se monte à 49.7 millions de francs.
- Le résultat de fonctionnement 2025 s'établit à 6.5 millions de francs, s'expliquant notamment par une sous-consommation des charges de personnel de 3.8 millions de francs (soit environ 30 EPT en moyenne sur l'année), un résultat immobilier supérieur au budget de 1.8 millions de francs et des dépenses informatiques plus basses que prévues au budget.

Merci de votre attention



**MIEUX VIVRE
ENSEMBLE À GENÈVE**

hospicegeneral.ch

